

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 30 OCTOBRE 1994

N° 227 PRIX 4 FF



DERRIERE

LE VOILE

L'OPPRESSION



DE LA FEMME

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Mali: Les massacres continuent

Page 5
Sénégal: Les calculs politiques des dirigeants de l'opposition

Page 5
Côte d'Ivoire: Vers une alliance FPI-RDR?

Page 7
Tchad: Vers les élections? Des postes à pourvoir

Page 10
Madagascar: Mort de Monja Jaona, vieux leader nationaliste

Page 12
Moyen Orient: La véritable paix...

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

DERRIERE LE VOILE L'OPPRESSION DE LA FEMME

L'exclusion des filles musulmanes des établissements pour refus d'ôter le voile en classe a soulevé ici dans l'émigration africaine quelques réactions d'indignation. Un certain nombre de travailleurs africains pensent qu'à travers l'interdiction du voile à l'école, on s'attaque à la religion musulmane, on s'en prend aux musulmans de France.

Ce n'est certainement pas une bonne réaction. Le problème n'est pas dans les intentions d'un ministre (Bayrou) ou d'un gouvernement de droite en France. Le problème c'est que dans nos pays, il y a un tas de survivances d'un passé d'oppression, notamment, contre les femmes - voile ici, polygamie, mariage forcé, excision, etc... ailleurs. Mais aussi, contre les hommes (castes, esclavage). Alors, bien sûr le modernisme capitaliste a apporté avec lui d'autres formes d'oppression, par certains cotés pires et l'exploitation. Mais il ne s'agit pas de combattre la saloperie d'aujourd'hui au nom de celle d'hier, mais de combattre pour un avenir où il n'y ait pas d'exploitation et d'oppression d'aucune sorte. En maintenant leurs femmes ou leurs filles dans l'oppression, les travailleurs ne pourraient pas se libérer.

Des organisations ou associations françaises de gauche, des libéraux se sont émus de cette décision. Selon eux, ces filles ont elles aussi le droit à l'instruction; elles ont la liberté de porter les habits qu'elles veulent, le droit de marquer leur différence. Pourquoi leur fermer la porte au nez? En le faisant, c'est les rejeter dans les bras des islamistes religieux, les fanatiques du FIS par exemple très influents dans certaines banlieues et ce n'est guerre mieux, argumentent-ils.

Un certain nombre de jeunes français anti-racistes, lycéennes et lycéens, des jeunes lycéens d'autres origines, ceux de la deuxième génération, ne comprennent pas pourquoi l'on exclue pour un simple port du voile alors que sont tolérés celui d'une kippa ou casquette sur la tête, le port de blues-jeans, de tee-shirts frappés "Naf-Naf" ou "Chevignon". Au nom de la

tolérance à l'école, au nom de la liberté, ils ont manifesté pour la réadmission des exclues en classe, avec leur voile.

Mais le problème du voile n'est pas une simple question de mode, de tolérance ou de liberté vague. Derrière ce voile islamique se cache l'oppression de la femme en général, et en particulier celle de la femme musulmane. Les militants islamistes venus manifester devant certains lycées ont repris à leur compte les arguments de nos libéraux tels "la liberté individuelle", le "droit à l'instruction pour tous" pour que leurs filles, leurs cousines ou leurs nièces viennent voilées à l'école. Ces militants islamistes ont une notion bien singulière de la "liberté", du "droit à l'instruction" car ils ont fait pression sur ces jeunes filles, au nom d'une religion rétrograde, à se

voiler la face, à ramper devant père et mère, devant le grand frère, devant l'aîné. Accepter le port du voile, ce n'est pas rendre service; c'est contribuer à leur oppression.

Il est dommage que devant les lycées où ces islamistes d'un autre âge ont prétendu défendre la "liberté", la "tolérance", il n'y ait pas assez de jeunes pour leur jeter à la face le sang que leurs acolytes font couler en Algérie; leur rappeler les femmes du rang assassinées dans la rue pour avoir osé sortir sans se voiler la face.

Ici même en France, dans les banlieues où se font sentir l'influence des islamistes, ce qui se passe en Algérie peut s'y reproduire si on laisse agir ces fanatiques religieux et autres "Fous de dieu".

LES MASSACRES

Cette semaine encore a eu lieu des attaques armées au nord commises par le mouvement touareg contre la population innocente. Selon certaines informations, il y a eu plus de vingt morts.

Evidemment les médias maliens, la radio et la télé n'ont pas manqué de commenter ces attaques meurtrières. Un certain nombre de voix s'élèvent pour réclamer au gouvernement de Alpha Konaré d'envoyer des renforts en armée et en police dans le nord pour punir ces assaillants.

On a déjà entendu ces genres de déclaration pendant les conférences régionales qui ont eu lieu en août dernier dont la première à Kayes. On devait discuter de plusieurs thèmes dont la crise de l'école malienne et le problème de l'insécurité sur la frontière Mali-Algérie et Mali-

MALI

CONTINUENT AU NORD

Mauritanie. Plusieurs délégués de l'opposition comme ceux de la majorité ont insisté surtout sur l'insécurité en incluant le problème des Touaregs; ils ont qualifié les mouvements des touaregs de malfaiteurs et de séparatistes soutenus et financés par le lobby arabo-européen pour diviser le pays en deux.

On a entendu des idées nationalistes vieilles comme le monde selon lesquelles le Mali constitue un pays "indivisible" et le peuple malien un seul bloc; ils ont nié complètement le problème réel qui se pose au nord du Mali, à savoir qu'un certain nombre de Touaregs, exclus de la société malienne, se sentent plus Touareg que Malien. Aussi réclament-ils l'autonomie de leur région.

Pourtant cette situation dure

depuis 1962. Mais ces nationalistes maliens ont l'air d'ignorer un principe fondamental qui devrait pourtant les conduire à la raison: l'auto-détermination de la population touareg. Au lieu de réclamer des renforts de la police et de l'armée pour aller massacrer une population, on devrait plutôt organiser un référendum sur l'autodétermination voire même demander aux Touaregs s'ils veulent leur indépendance ou rester attachés administration malienne. Ce référendum devrait concerner d'ailleurs tous les Touaregs résidents sur les cinq pays frontaliers.

Mais ces petits bourgeois nationalistes citadins et leurs gouvernants ont peur de préconiser une telle politique; ils ont peur

que cela fasse tâche d'huile dans d'autres régions et que les autres ethnies suivent ce chemin. Ils préfèrent donc réclamer la loi du talion, "oeil pour oeil, dent pour dent", voire même l'élimination physique de tous les opposants touaregs qui luttent pour l'autonomie de leur région.

Certes, les pauvres, travailleurs et paysans de la région sud-saharienne, qu'ils soient Touaregs ou Bambara n'auront rien à gagner dans une division quelconque, ce qui ira à l'encontre de leurs intérêts. Ces intérêts résident dans l'union et la lutte commune contre toute oppression, toute exploitation d'où quelle vienne. Cette union ne peut pas être faite par la contrainte mais dans la conscience et la volonté communes.

SENEGAL

LES CALCULS POLITIENS DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

A peine sorti de prison après 6 mois d'enfermement, Abdoulaye Wade s'apprête-t-il déjà, pour une seconde fois, à participer à la mangeoire gouvernementale? Oh, il n'a pas encore dit ouvertement qu'il cherche à y entrer. "Aujourd'hui, dit-il, ma préoccupation n'est pas d'entrer au gouvernement, mais plutôt de renforcer organiquement l'opposition". Mais il laisse tout de même la porte ouverte à toute proposition qui pourrait venir de Diouf en déclarant que: "La gravité de la crise multiforme qui affecte le Sénégal est telle que refuser de discuter avec Abdou Diouf des problèmes du pays relèverait de l'irresponsabilité".

Malin, Wade a deux fers au chaud. Il vient de créer une sorte de front de l'opposition, le "Bokk

Sopi" (Union pour le changement) qui regroupe le PDS, son parti, And-Jef-Parti pour la Démocratie et Socialisme (de l'ex-maoïste Landing Savané reconverti au libéralisme) ainsi que le Mouvement pour la Démocratie et l'Unité de Mamadou Dia (ancien président du Conseil renversé par Senghor). Ce front cherche à s'adjoindre d'autres candidats en vue des prochaines élections, dont les municipales de 1995.

Les travailleurs, les petites gens des villes comme les petits paysans des campagnes n'auront rien à attendre, ni de la participation des mouvements de l'opposition au gouvernement de Diouf, ni de leur non participation. Dans un cas comme dans l'autre ce que cherchent ces dirigeants-là c'est, avant, tout leurs avantages personnels.

COTE D'IVOIRE

VERS UNE ALLIANCE FPI-RDR ?

Depuis la création du RDR, le petit milieu politique abidjanais n'arrête pas de s'agiter. C'est le branle-bas du côté du PDCI, le parti du pouvoir. Et pour cause ! Le RDR de Djény Kobina, né le 27 septembre dernier n'est rien d'autre qu'un petit morceau du PDCI qui a pris le large en emportant quelques députés de l'ancien parti unique. Selon Djény Kobina, 31 députés du PDCI sont membres de son parti.

Djény Kobina et ses compagnons, s'ils ont décidé de partir du PDCI, expliquent-ils, c'est parce que ce parti fonctionne comme au temps de la dictature du parti unique. Ils font référence au dernier congrès du PDCI où on les a empêchés de prendre la parole. "Nous avons jugé que la manière dont le parti était dirigé pouvait être revue. Nous avons demandé la tenue d'un congrès extraordinaire afin que le parti résolve tous les problèmes. Nous avons été traités avec mépris. Ce sont ces raisons simples qui nous ont amenés à créer le RDR", déclare Djény Kobina. Il dit se situer au "centre", entre l'opposition et le pouvoir, parce qu'il veut "inventer une véritable culture du compromis et du consensus". Après avoir été un des laudateurs zélés du parti unique, le voilà donc ce politicien sans scrupule qui quitte les siens en difficulté pour se "placer" en vue des prochaines échéances électorales afin de tenter de se vendre au meilleur prix.

Les dirigeants du PDCI se mobilisent, font des meetings, appellent à la cohésion au sein de leur famille politique pour arrêter la saignée provoquée par le départ massif des militants vers le nouveau parti rival. Du côté des partis de l'opposition, par contre, on se frotte les mains. Non pas que la

scission au sein du PDCI les arrange en ce sens qu'elle l'affaiblit politiquement, mais surtout en vue des futurs marchandages et autres accords politiques avec le RDR lors des prochaines échéances électorales.

De nombreux échos abondent dans ce sens, notamment dans la presse proche du FPI. Dans son édition du 6 octobre, la "Voie", journal porte-parole de ce parti, commentant la première conférence de presse des dirigeants du RDR, a surtout mis en évidence le fait que celui-ci se dit "très proche de la gauche par les convergences des idées..." Dans ses n° 926 et 927 où il fait de larges commentaires sur le premier meeting tenu par le RDR, le même journal présente le FPI et le RDR comme des "oiseaux du même pelage", qui sont censés voler ensemble. Il souligne aussi que "ce n'est pas sans signification profonde que le secrétaire général du RDR cite M. Laurent Gbagbo quant à la forme de société à la Côte d'Ivoire".

Contrairement à la démarche prudente, à pas feutrés, de "La Voie", "L'Oeil du Peuple", un autre journal proche du FPI, lui, ne s'embarrasse pas de fioritures. Il milite ouvertement pour une alliance FPI-RDR. Dans son n° 128 du 12 septembre, il écrit en gros titre à la une : "FPI-RDR, la grande alliance pour la "mort" du PDCI." Le 24 octobre, dans un article consacré au meeting du RDR, il renchérit avec un autre titre significatif: "Alliance ici et maintenant".

Sont-ce là de simples souhaits de journalistes en mal de regroupement ou existe-t-il réellement des contacts souterrains entre le parti de Laurent Gbagbo et celui de Djény Kobina ? Sur ce, nul ne peut se prononcer pour le moment,

attend de voir ("La Voie du 8 et 9 octobre). Djény Kobina non plus ne s'est pas encore clairement prononcé sur la question. Lors de sa conférence de presse, il a simplement laissé entendre qu'une alliance entre son parti et ceux de l'opposition n'est pas à exclure.



LAURENT GBAGBO

Si demain, le FPI, soutenu par une frange importante de la bourgeoisie ivoirienne et par l'impérialisme français surtout, se sent suffisamment fort pour peser seul sur les événements afin de conquérir le pouvoir, il se passera du RDR et des autres partis même s'ils se disent de la gauche. Inversement, le RDR pourra agir de même. Lors de sa conférence de presse, Djény Kobina n'a même pas fermé la porte à l'éventualité d'une alliance avec le PDCI. Il a notamment déclaré : "on peut imaginer une alliance parce que nous sommes un parti ouvert." Les deux partis, le FPI et le RDR, pourront même se marier dans le cadre d'une alliance pour divorcer le lendemain, si les circonstances offrent à l'un ou à l'autre d'autres possibilités pour participer à la mangeoire gouvernementale.

L'hypothèse contraire est aussi possible. L'alliance FPI-RDR souhaitée par les journalistes de "La Voie" et de "L'Oeil du Peuple" peut devenir une réalité. Ces politiciens, les Gbagbo, Djény Kobina, Francis Wodié, etc... se connaissent, se fréquentent. Comme le dit si justement "La Voie", ce sont des "oiseaux de même pelage". Ils partagent le même point de vue sur cette "forme de société", avec laquelle ils sont d'accord, celle des privilèges au profit d'une minorité de riches bourgeois. Ils ne sont pas préoccupés par la misère, les injustices, les maladies qui frappent les travailleurs et l'ensemble de la population pauvre. Bien d'intérêts matériels et tout un ensemble de choses lient ces politiciens bourgeois les uns aux autres et peuvent les condamner à s'unir, à s'allier pour conquérir le pouvoir ou le partager avec d'autres, y compris avec les dirigeants actuels du PDCI.

Seul donc l'avenir répondra si le RDR et le FPI notamment s'allieront ou pas. Mais dans ce domaine-là, tout est possible. C'est le rapport des forces sur le terrain qui déterminera la position des uns et des autres, étant donné que l'ambition de tous ces politiciens, c'est d'arriver au pouvoir pour en profiter, exactement comme ceux auxquels ils prétendent s'opposer aujourd'hui.

COTE D'IVOIRE

QUAND GBAGBO JUSTIFIE SA POLITIQUE XENOPHOBE PAR LA CONSTITUTION

A un journaliste qui lui demandait pourquoi le FPI (Front Populaire Ivoirien) dénie le droit de vote aux non ivoiriens résidant en Côte d'Ivoire alors que jusqu'ici le pouvoir leur avait toujours accordé ce droit, Laurent Gbagbo répond : "Il s'agit d'une disposition de notre Constitution... Nous réclamons seulement le respect de la constitution... Selon le dernier recensement réalisé en 1988, quatre millions d'étrangers vivent en Côte d'Ivoire, sur une population totale de douze millions d'habitants. Vous comprendrez que certains soient intéressés à accorder le droit de vote à la communauté étrangère !". On croirait un discours de Le Pen. La bêtise humaine est hélas un produit bien répandu dans tous les pays.

Pourquoi donc le FPI ne

chercherait-il pas à avoir une politique pour s'attirer la sympathie de la population non ivoirienne travaillant sur le sol ivoirien plutôt que de la repousser dans les bras du pouvoir? Cela nuirait-il à son image de parti qui se veut le parti des seuls ivoiriens ? On se souvient des critiques que ce parti formulait à l'égard du premier ministre Alassan Ouattara en mettant l'accent sur l'origine burkinabé de celui-ci.

A une autre question: ne craint-il pas de passer pour un xénophobe, Gbagbo rétorque: " je me moque de ce l'on peut penser de moi à ce sujet. Je ne fais pas de la politique en fonction de ce que pense mon voisin de palier...". Il n'a pas encore dit "dehors les immigrés!" mais il doit le penser tellement fort que ça lui démangerait la langue.

TCHAD

VERS LES ELECTIONS? DES POSTES A POURVOIR!

Les élections présidentielles - plusieurs fois repoussées par le pouvoir sous divers prétextes - auront-elles lieu le premier trimestre de l'an prochain comme le promet Déby?

L'événement qui fait grand bruit actuellement à Ndjaména est l'éviction de Lol Mahamat Choua de la présidence du CST (Conseil Supérieur de Transition) au profit de Bachar Gadaye, acquis aux causes de Déby, président du Tchad et de son ex-parti unique, le MPS. Par 26 voix (Lol Mahamat Choua) contre 27 (Bachar Gadaye), les membres du CST ont "élu" leur nouveau président qui, on le sait, a été imposé par

Déby.

Ainsi donc ce dernier, à l'approche des élections présidentielles a mis les bouchées double.

Le CST comme son nom l'indique, est l'organe chargé d'assurer le passage du régime dictatorial (parti unique) à un autre multipartiste. Il est chargé d'organiser et de contrôler les élections présidentielles et législatives. Jusqu'à ces élections, sa tâche consiste à contrôler l'action du gouvernement et le comportement du président de la république. Une sorte de contre-pouvoir au régime en place.

En chapeautant le CST, le pouvoir a désormais les mains libres pour les organiser à sa guise; la voie est ainsi ouverte à toutes les manipulations politiques, y compris les résultats. Bien avant cette destitution de Lol, la course à la présidence avait déjà commencé. Avant même que ne soit voté le décret portant sur l'organisation des élections générales; avant même que la date des présidentielles ne soit connue, le pouvoir avait mis en place des sous commissions de supervision des votes. Des émissaires du MPS chargés de la propagande du régime sillonnent déjà les villes et villages au détriment des autres partis dits de l'opposition.

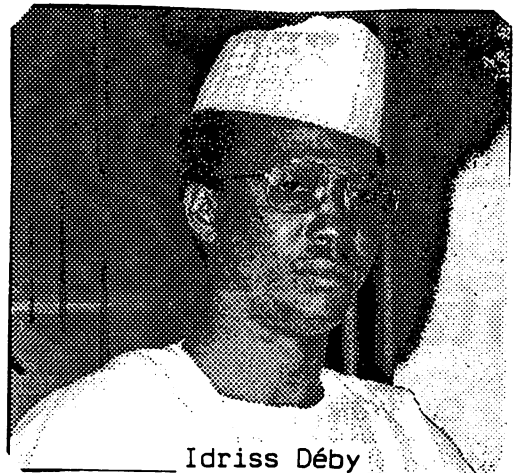
Face à l'empressement du pouvoir, face à ses diverses manoeuvres politiques visant aussi à écarter des candidats potentiels à la présidence (élimination de Fidel Mounkar, ancien premier ministre, mise à l'écart de Lol du CST), du moins à les traîner dans la boue ou même à les menacer de mort, les dirigeants de l'opposition crient au scandale. Ils reprochent à Déby et à son parti, le MPS de ne pas jouer franc jeu, de refuser d'organiser honnêtement, dans la transparence les futures élections. Ils lui rappellent que le monde (les dirigeants de l'impérialisme français et américain) suit ces élections et qu'il n'a pas intérêt à cacher son jeu.

Voeux pieux. "J'ai pris le pouvoir par la force; je n'en sortirais que par la force des kalachnikovs". C'est ainsi que l'on peut interpréter la pensée politique profonde du dictateur Déby. Il aimait répéter cette phrase à tous ces opposants de salon dont la seule force est le bavardage dans la tribune du Palais du 15 janvier... et le soutien verbal du gouvernement français au processus démocratique au Tchad, idée lancée par Mitterrand à la conférence de la Baule.

Les dirigeants de l'opposition

compte sur les élections pour arriver à la mangeoire gouvernementale; Idriss Déby croit en son armée, au rapport de force actuellement en sa faveur, sur le terrain. L'avenir dira lequel des deux camps l'aurait emporté mais dans tous les cas, les perdants, ce seront les petites gens dont le sort ne s'améliora point.

Car les élections n'ont jamais changé le sort du paysan, du manoeuvre, de l'ouvrier, du transporteur d'eau, du "gotabé" des marchés. L'expérience des autres pays d'Afrique, depuis que le "vent de l'Est" a soufflé dans cette direction, montre que c'est en manifestant dans la rue, en faisant des grèves que les travailleurs et les pauvres ont arraché des mois d'arriérés de salaire par-ci, arrêtant les plans de licenciements par-là imposés à nos dirigeants par le FMI et la Banque mondiale. C'est en organisant des comités d'auto-défense dans certains quartiers de Ndjaména que les habitants ont réussi à faire peur aux combattants, ces criminels du régime armés de kalachnikovs qui pillent en toute quiétude.



Idriss Déby

C'est donc par la lutte, et par la lutte seulement que les populations laborieuses peuvent améliorer conditions de vie. Pas par les élections. Les élections vont profiter aux privilégiés, aux petits bourgeois des organisations

politiques dites de l'opposition. Pour ces gens-là, le changement de régime signifie la possibilité d'accéder à la mangeoire gouvernementale; il y a des postes à prendre: président, premier-ministre, ministres, conseillers, députés etc... Pour eux donc, les élections sont un moyen pacifique de grimper au pouvoir afin de s'enrichir. Pas les pauvres, pas les travailleurs du rang et c'est toute la différence.

Bien sûr, les pauvres, les travailleurs comme les politicards de l'opposition peuvent profiter de cette liberté relative pour s'organiser, créer leur propre parti, leurs propres syndicats; ils peuvent se réunir, faire la grève

dans la légalité autorisée, comme les autres partis et autres associations bourgeoises du pays.

Ici dans l'immigration, un certain nombre de Tchadiens se font des illusions. Ils pensent qu'un homme élu ne peut pas faire n'importe quoi, parce que tenu par les électeurs. C'est faux. Une fois élu, il peut ne pas tenir ses promesses électorales; il peut faire ce qui lui plaît. De plus il n'est jamais à l'abri d'un coup d'Etat, comme en Haïti. Déby peut fort bien cracher sur le résultat des urnes. Lui-même n'est-il pas arrivé au pouvoir par les armes? Alors ce n'est certainement pas les élections qui empêcheront de tels dictateurs de reprendre le pouvoir.

ALGERIE

LES INTEGRISTES CONTINUENT DE SEMER LA MORT

Le chanteur kabyle Lounès Matoub enlevé par des islamistes du FIS a été finalement relâché grâce à la mobilisation populaire. Mais un autre chanteur, Cheb Hasni a été tué. Un journaliste algérien vient de connaître le même sort.

Nombreux sont des femmes et des hommes du rang tombés sous les balles des ces fanatiques religieux. C'étaient des femmes qui courageusement, refusaient de se plier aux lois rétrogrades des islamistes tels que l'obligation de se voiler le visage ou de sortir le bras nu dans la rue; elles ont osé braver l'autorité insupportable de leur mari; elles ont refusé de ramper devant le grand frère parce que c'est un homme, dit non un à mari imposé d'office par la famille.

Leurs victimes, sont des femmes et des hommes qui, dans leur quartier, sur leur lieu de travail ne partagent pas les opinions des islamistes et le font savoir; ce sont des gens qui, comme le chanteur

Cheb Hasni, exprimaient, dans ses chansons, l'aspiration des jeunes à se marier librement, le rejet des tabous religieux archaïques; ce sont aussi des étudiants, écrivains, enseignants, médecins et autres artistes connus ou anonymes exécutés parcequ'ils défendent ou représentent, à leur manière, certaines libertés d'expression.

Dans ce pays, on court chaque jour le risque d'être tué par quelque borné d'islamiste si l'on affiche, par ses dires, par ces gestes les opinions autres que celles des fanatiques religieux du FIS. Ces gens vivent dans la peur du lendemain. Il y en a qui fuient le pays pour d'autres horizons plus cléments.

Certes, les terroristes-commandos islamiques s'en prennent également à l'Etat; ils s'en prennent aux dirigeants du FNL pour avoir jeté en prison, puis mis en résidence surveillée les responsables du FIS; ils ont

assassiné également des membres du gouvernement actuel, des soldats du rang au service de l'Etat.

Le pouvoir riposte. La dictature militaire réprime sauvagement dans les rangs de ces islamistes. Sur les milliers de morts que la lutte pour le pouvoir a semés en un an, la moitié serait des partisans islamistes tombée sous les balles des militaires; l'autre moitié serait l'oeuvre des islamistes. Ce qui n'empêche nullement les deux parties de se retrouver autour d'une table pour

négocier la possibilité de coopérer.

Pour l'instant le FIS n'est pas au pouvoir; s'il y arrive demain, par la force ou au moyen d'élections, c'est la terreur qui va s'abattre sur le peuple algérien. Ce sera un régime totalitaire où les femmes seraient considérées comme bonnes à procréer; un régime où les pauvres seront plus pauvres encore, où les travailleurs seront plus exploités qu'aujourd'hui, où il n'existera aucune liberté. C'est ce que préparent aujourd'hui les islamistes religieux en Algérie.

MADAGASCAR

MORT DE MONJA JAONA VIEUX LEADER NATIONALISTE

Monja Jaona le fondateur du parti d'opposition Monima s'est éteint le 3 septembre dernier à l'âge de quatre vingt quatre ans.

Il avait passé une grande partie de sa vie, une cinquantaine d'années, entre l'incarcération et les résidences surveillées.

Son combat avait donc commencé pendant la période coloniale. Dans les années 1940, toute constitution de partis politiques était interdite par les occupants français. Monja Jaona sympathisa avec le Jiny, sorte de société secrète dirigée par Ralaimongo. En 1947, il prit part à la rébellion soutenue par le MDRN. Le pouvoir colonial réprima les insurgés de manière féroce faisant plus de 100 000 morts.

Ce n'est qu'en juillet 1958 qu'il fonda le Monima (Mouvement National pour l'Indépendance de Madagascar). Ce parti s'est fait connaître par son opposition au régime néo-colonial de Tsiranana dès les premières années de l'indépendance. Les personnes soupçonnées d'avoir hébergé Monja Jaona ou sympathisé de près ou de loin avec le Monima furent persécutées sans ménagement par le

régime soutenu par le gouvernement français. La répression s'abattit principalement dans les villages du sud de l'Ile d'où Monja Jaona était originaire.

En 1971 des révoltes de villageois affamés éclatèrent dans ces régions désertiques. Les forces de l'ordre du régime de Tsiranana réprimèrent sauvagement faisant plusieurs centaines de morts.

L'AKFM d'Andriamanjato, mouvement d'opposition dirigé par des notables merina (de la capitale et des Hauts plateaux) se rangea du côté du bourreau Tsiranana. Seul Monja Jaona à la tête du Monima soutint la révolte paysanne.

Cette prise de position lui valut d'être exilé à Nosy Lava (une île-prison). Ce faisant, le régime de Tsiranana signait son arrêt de mort, car dès l'année suivante (1972) il fut balayé par la vague de "malgachisation" qui déferla cette fois dans la capitale et les principales villes.

Après une période transitoire de quelques mois, des jeunes officiers se disant "socialistes" ou

MOYEN ORIENT

LA VERITABLE PAIX ENTRE LES PEUPLES SE FERA CONTRE TOUS CES ETATS QUI PRENNENT LEURS PEUPLES EN OTAGE

Un an après la signature d'un "accord de paix" avec l'OLP de Yasser Arafat, les dirigeants israéliens viennent de signer, le 26 Octobre dernier, un accord similaire avec le roi Hussein de Jordanie. Des négociations sont également en vue avec Assad de Syrie qui réclame, en échange de la reconnaissance de l'Etat d'Israël, la restitution du plateau du Golan occupé par l'armée israélienne.

Dans ces marchandages au sommet qui se déroulent en cachette et qui finissent par des cérémonies médiatiques du style hollywoodien chapeautées par les dirigeants de la plus grande puissance impérialiste mondiale, chacun y va de son couplet sur la "paix" et la bonne entente entre les peuples du Moyen Orient.

Mais aucun de ces dirigeants, ni ceux des pays arabes, ni ceux d'Israël, ni, à plus forte raison, ceux de l'impérialisme ne se soucient réellement du sort des populations de cette région. Tous ces calculs, ces traités et ces alliances se font sur le dos des populations. C'est un grand jeu macabre de monopoly. Une partie des accords entre Rabin et Hussein vise à léser les Palestiniens. Cela a été illustré par la petite guéguerre pour la désignation du mufti de la mosquée de Jérusalem entre Arafat et le roi Hussein.

Si on assiste depuis quelques mois à une sorte de revirement de la politique de l'Etat d'Israël qui cherche plutôt un terrain d'entente avec les dirigeants de l'OLP et des pays arabes voisins, que la confrontation militaire qui était de mise jusqu'à ces derniers temps, c'est qu'il y a des raisons bien précises.

La première de ces raisons est que l'Etat d'Israël n'est plus menacé dans son existence même. La crise économique qui persiste ainsi que la disparition du bloc soviétique sur le quel pouvaient s'appuyer un certain nombre de pays arabes (comme la Syrie et les dirigeants de l'OLP) pour contrebalancer le soutien de l'impérialisme américain à Israël ont affaibli le camp anti-israélien. Mais ce qui explique aussi le fait que les dirigeants israéliens ont fini par se mettre à la même table que les dirigeants de l'OLP qu'ils s'étaient jurés de combattre jusqu'à la mort c'est que l'armée israélienne, si puissante et armée soit-elle à été incapable de réduire à néant l'Intifada. Alors que cette armée a vaincu toutes les armées de la région, elle n'a pas vaincu le peuple palestinien soulevé.



Un camp dans la bande de Gaza

L'autre raison est que face à la montée des mouvements intégristes musulmans dans cette région du Moyen Orient, notamment en Palestine, les dirigeants israéliens - et derrière

eux ceux de l'impérialisme américain- préfèrent encore négocier avec les dirigeants arabes actuels plutôt que de les voir déborder par les mouvements intégristes musulmans. Oh, ce n'est que ces "fanatiques" de l'islam soient spécialement plus dangereux pour les intérêts de l'impérialisme, ni ceux d'Israël d'ailleurs. Rappelons tout de même que dans la région, l'Arabie Saoudite où la "charia" est appliquée, ainsi que les émirats, sont parmi les meilleurs alliés de l'impérialisme. Et, pour ce qui concerne le Hamas (le mouvement intégriste musulmans qui concurrence l'OLP en Palestine), rappelons aussi que sont les dirigeants israéliens eux-mêmes qui l'ont aidé des années durant pour se servir de lui afin d'affaiblir l'OLP d'Arafat.

Mais pour dirigeants israéliens, il vaut mieux encore négocier avec des régimes arabes affaiblis, qu'ils connaissent bien plutôt que de voir ressurgir à leurs portes des régimes islamistes dont ils auront peut-être plus de mal à contenir.

En réalité, depuis toujours, c'est avec les Etats que les dirigeants de l'Etat d'Israël voudraient s'entendre mais le problème c'est que tant qu'ils oppriment plusieurs millions de Palestiniens, le feu risque de se rallumer, quelques soient les accords avec les Etats. Alors, dans cette affaire, Israël a deux fers au feu : d'un côté il négocie avec les chefs d'Etat des pays voisins, qui, pas plus qu'ils ne défendent les intérêts de leurs peuples, se moquent du sort du peuple palestinien; de l'autre, craignant le peuple palestinien, il négocie par moments avec l'OPL. Ce dernier représente dans une certaine mesure le peuple palestinien, mais uniquement sous l'angle politique - et pas social. Il est même en train de brader les intérêts politiques

pour le droit de diriger un "mini-Etat" fantoche dans la petite zone de Gaza et de Jéricho.

Alors, tout ce cinéma sur la "paix" ne résoudra évidemment pas le sort du peuple palestinien même si les affrontements militaires entre l'Etat d'Israël et ceux des pays arabes voisins vont probablement cesser pour un temps. Yasser Arafat, en acceptant d'administrer un petit territoire de quelques kilomètres carrés cédé par Israël a montré en très peu de temps qu'il est prêt à négocier avec Israël et sait être un homme d'Etat "responsable" non pas devant son peuple mais les grandes puissances.

L'oppression du peuple palestinien a servi à tous les dictateurs arabes de la région à tromper et opprimer leur propre peuple en détournant leur colère contre le peuple israélien. Mais à chaque fois que l'intérêt de leurs Etats était mis en cause ils n'ont pas hésité à massacrer le peuple palestinien. C'est ainsi qu'Assad comme Hussein ont fait tuer des milliers de Palestiniens (lors de la guerre du Liban pour le premier et du massacre du "Septembre noir" concernant le second).

L'avenir de tous ces peuples du Moyen Orient, y compris celui d'Israël n'est pas derrière le nationalisme de leur dirigeants qui, depuis des années, les opposent les uns aux autres pour mieux les exploiter et les opprimer. Les classes pauvres de cette région n'ont pas d'autre choix dans le monde impérialiste qu'entre la guerre du passé ou la "paix" telle qu'elle se présente. L'avenir est à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, par les masses pauvres qui sauront trouver le chemin de l'entente par-delà les nationalités, par-delà les frontières car les exploités eux, ont les mêmes intérêts.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.